

FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION RAPPORT MORAL ET D'ACTIVITÉ 2016

Introduction

Les questions économiques et budgétaires ont dominé l'année et figuré au centre des préoccupations de la Fondation et des discussions au sein de son Conseil d'administration en 2016.

Frappée pour la troisième année consécutive (depuis 2014) par une baisse des recettes de sa dotation, la Fondation a dû initier un double processus à la fois statutaire soumis à l'accord préalable du Conseil d'État, visant à lui permettre de faire face dans l'immédiat à une situation conjoncturelle difficile, d'ordre structurel ensuite pour réduire son budget. avec des conséquences sur ses personnels et ses activités, plusieurs projets ayant dû être annulés ou reportés, et d'ordre financier pour trouver les mesures propres à optimiser ses ressources. Les fonds propres restent à un niveau satisfaisant, l'essentiel des déficits étant liés à des provisions comptables qu'une reprise économique pourrait permettre de reprendre.

Simultanément, les représentants de l'État au Conseil d'administration se sont saisis de la question et les ministères de tutelle ont décidé d'engager une réflexion d'ensemble sur la situation et le modèle économique des fondations de mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Une mission interministérielle formulera des propositions au premier semestre de l'année 2017.

II. Concours national de la Résistance et de la Déportation

Concours 2017 : Chargée de mettre au point le dossier préparatoire sur le thème qu'elle avait proposé avant que n'intervienne la réforme du Concours, la Fondation a piloté le groupe de travail qui a permis la production en fin d'année du document d'orientation pédagogique national traditionnel sur le thème de la « Négation de l'Homme dans l'Univers concentrationnaire nazi ». Quatre réunions ont été organisées à cette fin (février, mars, avril mai).

La Fondation s'est engagée dans l'animation départementale du Concours aux côtés des enseignants et du monde associatif. La Présidente a ainsi répondu aux sollicitations des établissements scolaires, des communes ou des délégations des Amis de la Fondation, entre janvier et décembre 2016, se rendant dans les villes d'Angers, Amboise, Blois, Dinan, Grenoble, Lamballe, Limours, Lyon, Malakoff, Orly, Rennes, Roissy en Brie, Saint-Brieuc, Saint-Denis, Saint-Malo, Valognes, Vierzon, Vitray, Vanves et Vincennes.

Le vice-président, Serge Wolikow est intervenu à Blois pour la présentation du thème lors des rendez-vous de l'Histoire en octobre, puis en janvier 2017 avec le directeur général, Yves Lescure, à Rochefort. D'autres administrateurs ont été sollicités dans plusieurs établissements scolaires, comme MM. Henri Borlant, François Amoudruz et Jacques Moalic. À la demande de la délégation des Amis de l'Oise, le directeur de la Fondation a également été présenter le thème à des enseignants du département, réunis au lycée de Clermont de l'Oise.

La mise en œuvre des dispositions nouvelles intervenues dans l'organisation et le fonctionnement des instances du Concours soulève encore bien des questionnements de la part des partenaires historiques du Concours. La Fondation exprimera son avis et ses conclusions-propositions sur cette réforme à l'automne, une fois passée la session 2017.

Activités statutaires et fonctionnelles

Les **réunions statutaires** ont comporté quatre réunions du Conseil d'administration de la Fondation (mai, juin, septembre et novembre), trois réunions du Conseils d'administration de l'Association des Amis de la Fondation (janvier, mars, et septembre), et le Congrès de l'Association (juin).

Le Conseil d'administration a été partiellement renouvelé en 2016. En novembre en effet le Conseil a réélu MM Moalic et Amoudruz et élu M. Bertrand Herz, ancien déporté à Buchenwald, au 3^{ème} collège. Par ailleurs, M. Jean Villeret a été nommé administrateur au 1^{er} collège par la FNDIR, l'UMIF ayant pour sa part reconduit le mandat de M. Roger Gauvrit pour six ans.

Les **réunions fonctionnelles** ont concerné :

- la commission des finances qui s'est réunie à deux reprises en juin puis octobre, afin de faire le point de la situation des placements et de décider des mesures à prendre ;
- le comité de rédaction de la revue En Jeu, histoire et mémoire vivantes, qui s'est réuni en juin et décembre, la dernière réunion ayant été suivie de la présentation du livre « Témoins et Témoignages » par MM. Frédéric Rousseau, Charles Heimberg et Mme Charlotte Lacoste .

Les numéros 7 et 8 de la **revue En Jeu**, publiés en 2016, avaient respectivement pour thème « Crimes et génocides au XX^e siècle », et « Des usages problématiques des mots du mal ».

Enfin le **conseil scientifique**, s'est réuni deux fois en formation restreinte (avril et septembre) pour préparer des journées d'études, et une fois en formation plénière (octobre). Parmi les sujets abordés à la réunion plénière figuraient la question du devenir des archives orales de la fondation et de leur exploitation, le rôle de la fondation dans la création d'un grand portail numérique sur la Seconde Guerre mondiale, la création éventuelle d'un lieu de mémoire et d'éducation citoyenne sur une friche industrielle de la SNCF dans le 18^e arrondissement, qui évoquerait la Résistance et la Déportation ; la situation et les perspectives de la revue En Jeu, et enfin les évolutions du Concours National de la Résistance de la Déportation, dont la mise en œuvre et les effets restent pleins d'inconnues.

Travaux de recherches

I. Cycle de recherches 2016-2017 à Caen

Pour le cycle universitaire 2016-2017, l'équipe de chercheurs et les sujets de recherche sont récapitulés dans le tableau ci-après :

| | | |
|-------------------------|---|---|
| Arnaud Boulligny | FMD | Les déportés français arrêtés au sein du Reich ; projet Normandie ; projet SNCF ; la répression des homosexuels |
| Vanina Brière | FMD | Les Français déportés à Buchenwald ; projet Normandie ; le retour des déportés (conditions, pathologies) |
| Pierre-Emmanuel Dufayel | Doctorant | Les femmes déportées par mesure de répression au départ de France occupée ; projet Normandie |
| Mégane Le Chat | Master 2, sous la direction de G. Eismann | Les déportés de répression partis de France transférés le 3 septembre 1944 au camp de Dora |
| Clémence Moalli | Master 1, sous la direction de G. Eismann | La déportation des membres du clergé catholique pendant la Seconde Guerre mondiale |

Mlle Lucie Hébert, qui a entrepris une thèse consacrée aux déportés de droit commun sous la direction du professeur François Rouquet, a choisi pour des raisons personnelles de poursuivre son travail hors de la structure de Caen.

La coopération avec des étudiants d'autres universités s'est poursuivie, notamment avec Mademoiselle Christine Eckel, étudiante franco-allemande, qui prépare une thèse sur les Français du camp de Neuengamme sous la direction du Pr. Bernd Wegner à l'université de Hambourg, accueillie à Caen en février 2016.

II. Bilan de la Déportation de répression en 2016

Fin 2016, le nombre des déportés recensés, arrêtés par mesure de répression s'élève à **91 171** (+36), qui se répartissent comme suit:

- 68 530 arrêtés dans les zones d'occupation (Nord, Sud, Nord Pas-de-Calais, zone italienne)
- 6 689 arrêtés dans les territoires annexés d'Alsace et Moselle
- 8 393 arrêtés au sein du Reich où ils se trouvaient au travail
- 6 382 républicains espagnols transférés de stalags au camp de Mauthausen
- 1 143 classés « hors transports » par manque d'informations
- 34 enfants nés dans les prisons et camps allemands

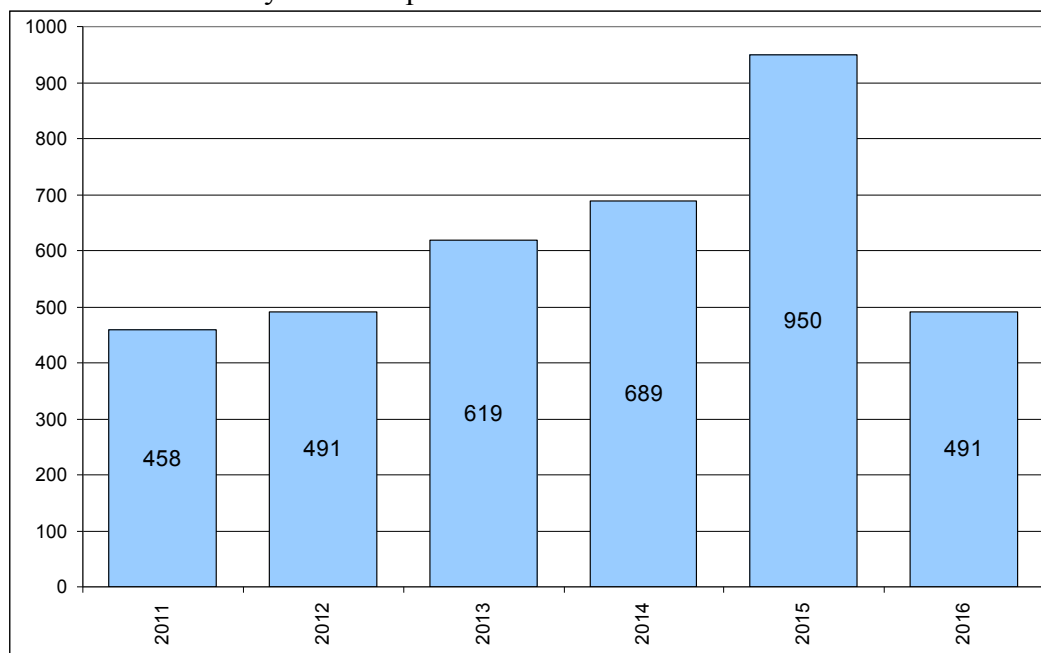
À ces déportés de répression, s'ajoutent les 820 (+1) déportés d'Aurigny, Juifs et Tsiganes déportés depuis le Nord Pas-de-Calais, arrêtés en raison de leur origine et par mesure de persécution, mais soustraits à la « solution finale » en raison de leur situation de conjoints « d'aryennes ».

Par ailleurs, la base de données sur des déportés juifs de France initiée par Mlle Nina Winograd en 2009, continue à s'enrichir grâce à des recherches faites par les délégations des Amis de la Fondation dans le cadre de l'élaboration de mémoriaux départementaux et grâce à celles liées à l'élaboration d'un dictionnaire des victimes du nazisme en Normandie. Cette base comportait, fin 2016, 4 222 noms d'hommes, femmes et enfants ; des dossiers individuels n'ont été trouvés que pour la moitié d'entre eux environ.

Au total, fin 2016, 67 000 dossiers individuels ont été épluchés, soit plus de 2 000 dossiers supplémentaires par rapport au chiffre de 2015. Le projet de dictionnaire de Normandie impose de consulter à nouveau chaque dossier pour rédiger et illustrer (photo) les biographies retenues par ce projet. Par ailleurs, la prise en compte, dans cette vaste étude, des fusillés et massacrés de Normandie a été l'occasion de consulter 250 dossiers supplémentaires. Ces recherches sont principalement le fait des deux permanents de la Fondation.

III. Coopération avec les Délégations des Amis de la Fondation

Les demandes d'extractions de la base de donnée et les échanges d'informations avec les Délégations territoriales sont en diminution après une période de hausse constante au cours des cinq dernières années. Passé le 70^e anniversaire de la libération des camps, le niveau est revenu à celui de 2012 comme le montre le diagramme ci-dessous. Certaines demandes peuvent être traitées rapidement, d'autres exigent des heures de travail. Mais, cette activité demeure essentielle pour l'enrichissement des bases de données constituées par la Fondation et la connaissance de la déportation partie de France, ou de celle de Français présents sur le territoire du Reich et envoyés en camps de concentration.



Nombre de courriers et de demandes reçus à Caen entre 2011 et 2016

Les délégations concernées par ces flux d'échanges sont celles du Val-d'Oise, des Yvelines de Charente, de Charente-Maritime, du Cher, de Dordogne, de l'Essonne, du Gard, de Haute-Garonne, de Haute-Savoie, de Haute-Vienne, des Hauts-de-Seine, d'Ille-et-Vilaine, du Jura, de la Loire, de la Loire-Atlantique, du Loiret, de Mayenne, de Meurthe-et-Moselle, de la Nièvre, des Pyrénées-Orientales, du Rhône, de la Sarthe, de Savoie, de Seine-et-Marne, de Seine-Maritime, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Au total en incluant les départements de Normandie, 32 départements se sont engagés dans ce type de recherches.

Les échanges demeurent précieux pour corriger l'état civil des déportés (patronymes, dates et lieux de naissance) lorsqu'il y a lieu, identifier ceux connus jusqu'alors sous un nom d'emprunt ou bien carrément inconnus dans les bases.

IV. Dictionnaire des victimes du nazisme de Normandie

Initié en 2013 par la Délégation du Calvados pour les trois départements de Basse-Normandie, le projet s'est étendu en 2015 à l'ensemble de la Normandie. La direction scientifique a alors été reprise par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation qui a constitué un comité de pilotage composé des permanents de l'équipe de Caen, de chercheurs des universités de Caen (CRHQ) et de Rouen (GHRis). Trois catégories de victimes sont retenues dans ce projet :

- les déportés vers des prisons, des camps de concentration ou d'extermination qu'ils aient ou non survécu à leur déportation, y compris les personnes évadées ou décédées lors du transport vers le Reich ;
- les fusillés à la suite d'une condamnation à mort ou en tant qu'otage « à exécuter » au titre de représailles ;
- les victimes d'exécutions sommaires, notamment pendant la Bataille de Normandie.

Sont en revanche exclus du champ de l'étude :

- les travailleurs volontaires ou requis en Allemagne à l'exception de ceux arrêtés et envoyés en camp de concentration ;
- les prisonniers de guerre,
- les résistants tués au combat ;
- les internés.

Le dictionnaire recensera les déportés, fusillés et massacrés, quelle que soit leur nationalité et quel que soit le motif de leur arrestation, qui :

- habitent la Normandie et y sont arrêtés ;
- habitent la Normandie mais sont arrêtés ailleurs (résistants en mission ou ayant gagné un maquis dans une autre région, réfractaires au STO ou Juifs ayant fui la Normandie, Normands arrêtés lors d'une tentative de passage en Espagne...) ;
- n'habitent pas la Normandie mais y sont arrêtés ou exécutés (résistants en mission, réfugiés...).

L'ouvrage devrait comporter autour de environ 5 000 noms (près de 4 000 déportés, 300 fusillés et 700 massacrés). L'objectif fixé est d'achever les recherches en 2017 pour consacrer l'année 2018 à la rédaction des biographies et des textes introductifs. La publication pourrait dans ces conditions intervenir en juin 2019, à l'occasion du 75^e anniversaire du Débarquement.

V. Autres travaux et contributions diverses :

L'équipe de Caen a contribué à la réalisation de l'ouvrage « Les Cheminots victimes de la répression, mémorial » dirigé par Thomas Fontaine. Une centaine de biographies ont été rédigées concernant des cheminots arrêtés sur territoire du Reich et morts dans des prisons et camps nazis. Ce travail avait fait l'objet d'une convention de recherche signée à l'automne 2014 entre la SNCF, *Rail et histoire* et la Fondation.

Dans le cadre des recherches qu'il avait entreprises sur la répression pour motif d'homosexualité, Arnaud Boulligny a participé au colloque international « État et homosexualités au XX^e siècle » organisé à Berlin, les 27 et 28 mai 2016, par le Centre Marc Bloch. Il a également été invité par l'association « Mémoire des sexualités » à présenter le résultat de ses recherches à Marseille le 13 juillet 2016. Ce déplacement a été l'occasion pour lui de découvrir les archives constituées par Pierre Seel.

Enfin Arnaud Boulligny a assuré la coordination scientifique de la journée d'étude organisée sur la même thématique par Les « Oublié-e-s » de la Mémoire avec le soutien de la Fondation sur le thème « *La répression des homosexuel-le-s pendant la Seconde Guerre mondiale en France. Une mémoire controversée devenue objet d'histoire* ». Cette journée s'est déroulée à l'Hôtel de Ville de Paris le 14 octobre 2016. Elle a comporté trois tables rondes réunissant les spécialistes français et étrangers les plus pointus sur la question. Un ouvrage sera publié pour faire suite à cette journée.

Une autre journée d'étude a été préparée en liaison avec l'Université de Caen et la Maison de la Recherche en sciences de l'Homme de Caen, sur le thème « *Le retour des déportés, et après ?* » Elle est prévue pour le 9 mars 2017. La conception du programme a été arrêtée par un Conseil scientifique restreint, présidé par Serge Wolikow. Les prises de contacts avec les intervenants et la structure d'accueil (MRSH de Caen, ont été assurées par l'équipe de Caen. Un travail préalable avait dû être effectué par Vanina Brière en liaison avec le Dr Jean Michel André, président de la Commission médico-sociale, pour coder les pathologies des déportés à des fins d'exploitation statistique.

VI. Évolution des corrections mises en ligne

Environ 7 500 mises à jour ont été effectuées au cours de l'année 2016 sur le Livre Mémorial numérisé mis en ligne. Elles concernaient pour moitié des transports vers des camps de concentration (convois des 14 décembre 1943 et 17 janvier 1944 pour Buchenwald, convoi du 13 mai 1944 pour Ravensbrück) et pour moitié de petits transports à destination du système carcéral allemand, du camp de la Neue-Bremm et du camp de Schirmeck.

Ces mises à jour sont longues et fastidieuses en l'absence de programme adapté de correction automatisée. C'est pourquoi la base doit être repensée : c'est l'un des thèmes d'étude que lancera la Fondation à l'automne 2017 en associant tous ses partenaires.

Les deux permanents de Caen ont été invités par la Délégation de la Sarthe des Amis de la Fondation, à participer au salon du livre du Mans, pour présenter les activités et publications de la Fondation.

Étude sur l'Internement

Les recherches se sont poursuivies dans les fonds conservés par les institutions suivantes : Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine), Mémorial de la Shoah (Paris), Archives de la FMD (Paris), Service historique de la Défense BAVCC (Caen),

1° Archives nationales :

- Fl1a, service du ministère de l'Intérieur (Paris et Vichy), « administration pénitentiaire », cotes 4514 à 4530 (prisons administrées par les autorités allemandes).
- AJ 41, organismes issus de l'armistice de 1940, plus particulièrement « direction des services de l'armistice » : cotes 490/515 et « sous-commission affaires étrangères », cotes : 1642/1655 (étrangers internés)

2° Mémorial de la Shoah :

- Parmi les très nombreux documents, le fonds « Félix Chevrier » (secrétaire général de la Commission des centres de rassemblement), cotes : CCCLXXIV-1 à 18 (camps d'internement 1939/1940)

3° Archives de la FMD :

- lecture des 3800 « curriculum vitae » d'internés/déportés (reçus dans le cadre de la constitution de notre vidéothèque) et création d'un fichier réunissant toutes les données relatives à l'internement.

BAVCC :

- exploitation des nombreux documents (registres d'écrou, témoignages, rapports administratifs) relatifs aux prisons et aux camps d'internement, cotes AC 27 P, 1 à 257

Il est en outre prévu d'étudier sans tarder un fonds considérable, inventorié et rendu public, depuis peu par les Archives nationales : le fonds « Marie-Céline de Dorlodot », chef de la mission belge de recherches en France, cotes 72AJ/3000-72AJ/3182.

Fonds documentaires détenus par la Fondation

Archives et bibliothèque, 2016/2017

Dans le cadre d'un programme initié en 2005 par les Archives nationales, le Service historique de la Défense, la Fondation pour la Mémoire de la Déportation et la Fondation de Résistance, la FMD poursuit son action de médiatrice entre les donateurs privés et les fonds publics d'archives qui, après un dépôt temporaire dans nos locaux, ont été remis aux Archives nationales. Il s'agit des fonds suivants

- Jean Bezaut, résistant, déporté, président de l'association « Souvenir de la déportation NN » ; documents relatifs au fonctionnement de l'association, au camp de Sachsenhausen et à la déportation « Nacht und Nebel »,
- Henri Lerognon, résistant, déporté, président d'honneur de l'association de Flossenbürg, membre du Conseil d'administration de la FMD ; documents relatifs à l'association et à la Fondation, papiers personnels et documents concernant le camp de Flossenbürg.
- Albert et Renée Aubry. Mr Aubry, résistant, déporté, député, défenseur du statut des déportés ; Mme Aubry, résistante, présidente de l'Amicale internationale de Neuengamme.
- Centre Charles Richet, CREDA (centre d'étude et de recherches des dysfonctions de l'adaptation, Paris) : documents relatifs aux procès des criminels de guerre, aux recherches concernant les pathologies des rescapés des camps.
- Amicale d'Aurigny (dissoute).
- Jean-Marie de Bazelaire de Lesseux, secrétaire général de l'Amicale de Mauthausen

La Fondation a par ailleurs fait don aux Archives nationales, d'une part importante de ses archives (75 cartons, dossiers de la direction, des commissions internement, communication, médico-sociale, cd-rom, histoire, archives ; dossier Livre-mémorial, courriers 1990/2001). Tous ces documents sont désormais détenus aux Archives Nationales.

Bibliothèque

La Fondation a reçu un nombre considérable d'ouvrages en 2016/2017 (plus de 2000). Ces livres, offerts par leurs ayant-droits, appartenaient à Denise Vernay, Jean-Marie de Bazelaire, Renée et Albert Aubry ainsi qu'à Jacques Brun (résistant, déporté à Dora). De plus, Eve Line Blum-Cherchovsky (historienne du convoi 77 au départ de Drancy vers les pays baltes) a confié une grande partie de sa bibliothèque, (plus de 500 ouvrages), à la Fondation.

Les ouvrages des bibliothèques Jacques Brun, Denise Vernay et Jean-Marie de Bazelaire ont été inscrits dans notre catalogue, et rejoint les rayonnages de la bibliothèque-centre de documentation où ils sont désormais accessibles pour le public. Leur liste est consultable sur

le site de la Fondation.

Les fonds Aubry et Blum-Cherchevsky sont en cours d'enregistrement et d'intégration.

Autres activités culturelles

L'année 2016 a été l'occasion d'une série de conférences faites en milieux scolaire et associatif sur le procès de Nuremberg qui s'était clos en octobre 1946. Les exposés appuyés sur des archives audiovisuelles de l'époque, ont été effectués par le Directeur de la Fondation et complétés par une réflexion sur l'état de la justice pénale internationale aujourd'hui, après la signature du traité de Rome et la création de la Cour Pénale internationale.

*

Rendez-vous de l'Histoire à Blois

La Fondation était présente au « Rendez-vous de l'histoire », où son stand, très visité a été tenu par Cyrille Le Quellec du 7 au 9 octobre 2016.

Devenir des sites de mémoire

La réflexion engagée sur ce sujet se poursuit au sein du CRMD et englobera les sites situés en France et en Europe, hors d'Allemagne. Elle sera suivie d'une communication en direction des autorités concernées.

Finances et budget de la Fondation

Les rapports des placements financiers de la dotation de la Fondation ont été encore une fois très décevants et le déficit budgétaire s'est creusé en 2016. Des mesures structurelles et un redéploiement de certains placements ont été engagés, mais leur effet ne se fera sentir que fin 2017. Une demande de modification statutaire élaborée en 2016, qui permettrait la constitution d'un fonds de réserve, a été déposée au ministère de l'Intérieur début janvier 2017.

Conclusion

Le bilan de l'année 2016 est positif dans les domaines historico-mémoriel et scientifique, qui voient engager une série d'initiatives sur les archives, les bases de données et différents thèmes abordés dans le Revue En Jeu. Les idées et les projets abondent, tant à la Fondation qu'au sein de l'Association de Amis de la Fondation.

En revanche l'avenir reste assez peu lisible pour ce qui concerne le devenir statutaire et financier de la Fondation et de ses rapports avec l'État. L'année 2017 pourrait bien être déterminante à cet égard.